

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Réforme du régime des concessions de logement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 6 février 2012, il a été procédé à l'actualisation de la liste des logements de fonction de la Ville de Montpellier

Le décret 2012-752 du 9 mai 2012 modifie le régime des concessions de logement. Les mesures de ce décret doivent s'appliquer au plus tard le 1^{er} septembre 2015. Elles s'appliquent immédiatement pour les agents ayant obtenu une attribution de logement après la parution du décret 2012-752.

La présente délibération a pour objet d'établir les conditions de mise en œuvre de ce décret pour les logements ne disposant pas de compteur individuel et ne pouvant de ce fait relever d'une application automatique du décret. Une réponse à une question parlementaire (n°39435) précise en effet qu'il appartient à l'organe délibérant d'apprécier le mode de répartition qu'il souhaite mettre en place.

Rappel des modifications introduites par le décret

- Les logements pour nécessité absolue de service

Il est mis fin au principe de la gratuité de la fourniture des fluides, à savoir l'eau, l'électricité et le gaz. De plus, les arrêtés d'attribution individuels devront désormais préciser la superficie des locaux, le nombre et la qualité des personnes à charge.

- Les logements pour utilité de service prennent une nouvelle appellation et deviennent avec « occupation précaire avec astreinte ». La redevance doit être égale à 50% de la valeur locative réelle des locaux occupés.

Au regard des contraintes d'application technique, deux modalités du paiement des fluides sont mises en place :

- Un paiement direct de l'agent à l'opérateur (compteur individuel)

- Un paiement en fonction de ratios (en raison de l'absence de compteur individuel). Le service Energie prend alors en charge le paiement global des fluides et indique aux services des finances les bases de calcul pour la refacturation à l'agent.

Le mode de calcul proposé pour les logements sans compteur individuel sont les suivants :

- Chauffage/gaz/électricité/ : Le service Energie se base sur les données de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) établissant la consommation moyenne des ménages en kwh/m2. Cette consommation moyenne est ensuite multipliée par le coût du kwh payé par la ville de Montpellier l'année N-1 (en €TTC /kwh). Le forfait payé par l'agent résulte de la multiplication de cette facture moyenne au m2 par le nombre de m2 du logement occupé. A titre indicatif elle est pour 2014 de 15.96€TTC/m2/an pour le chauffage et de 3.51€TTC/m2/an pour l'électricité.
- Eau : les données nationales fixent la consommation moyenne annuelle par personne à 50m³. Le ratio est donc = 50m³ * prix du m³ de l'eau (fixé par les services de l'eau de l'agglomération). A titre indicatif, le prix de l'eau en 2014 est de 3.32 €/m³. Le forfait payé par l'agent résulte de la multiplication de ce ratio par le nombre de personnes occupant le logement. Ainsi en 2014, ce ratio est de 166€ par personne et par an.

L'annexe jointe à la délibération fixe la liste des modalités de paiement des fluides par type de logement.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions ci-dessus présentées
- D'adopter la liste en annexe,

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014